



RAPPORT
D'AUDIT



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

FRANCAS DU DOUBS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

A L'assemblée Générale

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FRANCAS DU DOUBS relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les fonds dédiés.

Règles et Principes Comptables :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et des informations fournies dans les notes annexes.

Estimations Comptables

Nous avons vérifié la réalité, l'exhaustivité et la correcte évaluation des opérations de coupures sur les produits d'activité.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches par retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Sociétaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

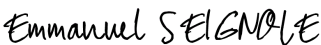
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

OFFEMONT le 05 Juin 2025

*Le Commissaire Aux Comptes
Hans et Associes Audit et Révision
Emmanuel SEIGNOLE*

DocuSigned by:

60BDDF0C042C437...

05 juin 2025 | 10:16 CEST

Bilan ANC N° 2018–06

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	234 622	230 487	4 136	7 771
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	447 980	210 693	237 288	256 403
Installations techniques, matériel et outillage	234 018	190 041	43 977	59 728
Autres immobilisations corporelles	776 979	568 989	207 990	178 268
Immob. en cours / Avances et acomptes	135 006		135 006	
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	9 976		9 976	9 496
Total I	1 838 581	1 200 209	638 372	511 667
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				18 194
Créances				
Usagers et comptes rattachés	3 930 280	206 738	3 723 542	4 003 319
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	456 878		456 878	269 857
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 952 186		2 952 186	2 623 285
Charges constatées d'avance	146 195		146 195	39 577
Total II	7 485 539	206 738	7 278 801	6 954 232
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 324 120	1 406 947	7 917 173	7 465 899

Bilan ANC N° 2018–06

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	1 418 418	1 463 594
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 418 418	1 463 594
Autres réserves		
Report à nouveau	176 589	176 589
Excédent ou déficit de l'exercice	39 800	-45 176
Situation nette (sous-total)	1 634 808	1 595 007
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	36 123	3 437
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	1 670 930	1 598 444
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	270 295	518 669
Total II	270 295	518 669
PROVISIONS		
Provisions pour risques	170 237	165 647
Provisions pour charges	1 290 435	1 089 710
Total III	1 460 672	1 255 357
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	114 199	133 390
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	114 199	133 390
Emprunts et dettes financières diverses	1 966	1 980
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	23 157	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 839 952	1 221 266
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 473 599	1 384 434
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	669 103	627 168
Produits constatés d'avance	393 301	725 191
Total IV	4 515 277	4 093 429
Ecarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 917 173	7 465 899

Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	153	793
Ventes de biens et de services	23 409 562	22 124 380
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	23 409 562	22 124 380
Produits de tiers financeurs	735 949	742 825
Concours publics et subventions d'exploitation	735 949	742 825
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	652 291	566 838
Utilisation des fonds dédiés	518 669	212 460
Autres produits	142 426	6 240
Total I	25 459 051	23 653 535
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	7 432 389	6 814 257
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 156 349	1 068 536
Salaires et traitements	12 227 948	11 591 043
Charges sociales	3 566 193	3 133 273
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	354 790	274 833
Dotations aux provisions	304 256	216 243
Reports en fonds dédiés	270 295	450 261
Autres charges	294 054	117 421
Total II	25 606 275	23 665 867
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-147 223	-12 332
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	27 299	22 621
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	27 299	22 621
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	37 683	37 087
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	37 683	37 087
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-10 384	-14 467
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-157 607	-26 798
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	256 493	70 807
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charges	12 069	6 070
Total V	268 562	76 877

Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	70 254	95 159
Sur opérations en capital	902	95
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	71 155	95 254
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	197 407	-18 377
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	25 754 913	23 753 033
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	25 715 113	23 798 209
EXCEDENT OU DEFICIT	39 800	-45 176
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LES FRANCAS DU DOUBS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 7 917 173 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 39 800 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/05/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association départementale des Francas du Doubs a pour objet :

- de promouvoir la place des enfants et des jeunes dans la société,
- de promouvoir la conception émancipatrice de l'éducation propre au Mouvement des Francas,
- de développer des projets d'accueil et d'activités à l'intention des enfants et des adolescents,
- de susciter et de regrouper toute forme d'activités et de structures de loisirs éducatifs, culturels et sportifs répondant aux besoins des enfants et des familles, d'en assumer au besoin la gestion,
- d'inciter à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets éducatifs locaux ou territoriaux comme de participer à leur réalisation,
- d'informer et de former les personnes concernées par les enfants, les jeunes et leur éducation,
- d'étudier et de promouvoir les méthodes et outils d'animation et d'information adaptés aux structures et aux publics.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- 1- Le règlement comptable ANC 2018-06 s'applique depuis l'exercice ouvert au 1er janvier 2020.
- 2- Les relations financières de l'Association avec les Collectivités Territoriales sont encadrées juridiquement par des conventions qui définissent généralement un principe d'équilibre financier. Le déficit d'exploitation éventuellement constaté sur une activité n'est donc pas supporté systématiquement par l'Association. Ces conventions définissent aussi les échéances d'évaluation budgétaire, de versement de subvention et de solde.
- 3- La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 989 522.68 euros au 31 décembre 2024 selon les dispositions de la convention collective de l'animation.

Le calcul est effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, définie par la norme comptable IAS N°19, révisée et

Règles et méthodes comptables

par la norme FAS 87, conforme à la recommandation 2003 R.01 du CNC.

Les paramètres retenus sont les suivants :

- départ à l'initiative du salarié à 64 ans ;
- revalorisation des salaires : 3.00 %
- taux d'actualisation : 3.35 % contre 3.20% en 2023 ;
- table de mortalité : INSEE 2024 ;
- turn over :
- * Personnel administratif = extrêmement fort
- * Personnel animateur = extrêmement fort
- * Personnes âgées de plus de 55 ans = faible
- taux de charges patronales moyen : 42 % contre 46,45 % en 2023

Cet engagement est comptabilisé dans le compte de provisions pour retraites.

4- Les modalités de financement de la Caisse d'Allocations Familiales font que l'apurement des comptes ne s'effectue qu'à partir du 2° semestre N+1 après transmission des comptes d'exploitation. Nous estimons qu'à la date de clôture, nous ne sommes pas exposés à un risque global d'irrécouvrabilité. Les sommes à percevoir au 31/12/2024 au titre de la prestation de service s'élèvent à 1 504 384.34 euros et celles concernant les aides au temps libre à 365 797.00 euros.

5- Les créances clients qui présentent un risque de non-paiement au 31 décembre sont provisionnées selon la méthode suivante :

- Provision à hauteur de 100 % pour les créances de janvier à octobre de l'année N,
- Les créances de novembre à décembre de l'année N, sont étudiées au cas par cas afin de voir si elles justifient une provision.

La constitution de cette provision est un principe de prudence pour les créances anciennes qui présentent un certain risque, mais ne remet pas en cause leur paiement qui doit être honoré.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions :
3 à 10 ans
- * Installations techniques :
3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels :
2 à 5 ans

- * Matériel de transport :
3 à 5 ans
- * Matériel de bureau :
2 à 10 ans
- * Matériel informatique :
2 à 10 ans
- * Mobilier :
3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

- 1) Mise à disposition :
L'Association Les Francas du Doubs répond à des missions confiées par les Communes avec pour objet l'organisation de Centres de loisirs ponctuels ou permanents.
Afin de permettre l'exécution de cette mission, les Communes mettent à disposition les locaux, le mobilier ainsi que les installations nécessaires au bon fonctionnement des Centres de loisirs. Ces locaux et ce mobilier, parfois même partagés avec d'autres utilisateurs, sont essentiellement des écoles maternelles et élémentaires, des salles polyvalentes et des équipements sportifs. Dans la grande majorité, ces locaux ne sont pas tous affectés de manière permanente et ne sont pas forcément identiques chaque année. La structure n'a pas pu obtenir la valorisation de ces mises à disposition au titre de 2024, par conséquent aucune comptabilisation n'a pu être effectuée sur l'exercice.
- 2) Bénévolat
L'activité d'accueil collectif de mineurs de l'Association par sa nature et par le cadre réglementaire fixant les conditions d'accueil des enfants des Centres de loisirs, s'appuie sur des personnels rémunérés. De ce fait, les interventions bénévoles sont extrêmement limitées à des parents d'enfants qui, très ponctuellement accompagnent une sortie du Centre de Loisirs en fin de séjour.
- 3) Autres provisions
La provision pour risque d'exploitation qui figurait au bilan au 31 décembre 2023 pour 165 647.22 € a été reprise à hauteur de 67 067.74 €, les villes ayant réglé la majorité des créances. Au 31/12/2024, la provision s'élève à 170 236.65 € et concerne un risque d'irrecouvrabilité de participations de quelques communes et partenaires.
La provision pour charges de 167 482.99 € figurant en 2023 a été reprise à hauteur de 31 873.70 €. Au 31/12/2024 elle s'élève à 300 912.24 € après la constitution d'une dotation complémentaire de 165 302.95 €.
- 4) Fonds dédiés
Des fonds dédiés sur subventions étaient comptabilisés à hauteur de 518 669.47 € au 31 décembre 2023. Ils ont été repris en 2024 à hauteur de 518 669.47 € étant donné que les actions concernées ont été menées à leur terme. Les engagements à réaliser au 31/12/2024 s'élèvent à 270 294.68 €, ils concernent des actions qui se poursuivent sur 2025.
cf annexe ci-jointe
- 5) Educatifs et solidaires le Groupement Associatif
Le groupement associatif regroupe toutes les associations organisées et œuvrant au service du territoire. L'association Francas du Doubs est adhérente du Groupement d'intérêt Economique (GIE) à vocation sociale l'Educatifs et Solidaires. Cette organisation garantit une gestion saine, transparente auprès des financeurs, la mutualisation des ressources, l'accompagnement des salariés. Le GIE assure une mission quotidienne de gestion des associations permettant l'harmonisation des techniques de gestion entre les structures et associations du groupe. Pour mener à bien leurs missions et projets, chaque association à missions adhère donc au groupement d'intérêt Economique (GIE) lequel permet de déployer les ressources et personnels sur les territoires et les activités associées.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	234 082	540		234 622
Immobilisations incorporelles	234 082	540		234 622
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	380 000			380 000
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	61 963	6 018		67 980
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	229 765	8 098	3 846	234 018
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport		90 401		90 401
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	659 092	35 116	7 630	686 578
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		135 006		135 006
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 330 820	274 639	11 476	1 593 983
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations et créances rattachées				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	9 496	1 000	520	9 976
Immobilisations financières	9 496	1 000	520	9 976
ACTIF IMMOBILISE	1 574 398	276 179	11 996	1 838 581

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	540	274 639	1 000	276 179
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	540	274 639	1 000	276 179
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			520	520
Scissions				
Mises hors service		11 476		11 476
Diminutions de l'exercice		11 476	520	11 996

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	226 311	4 176		230 487
Immobilisations incorporelles	226 311	4 176		230 487
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	173 111	19 000		192 111
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	12 448	6 134		18 582
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	170 038	23 300	3 297	190 041
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport		19 819		19 819
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	480 824	75 624	7 277	549 170
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	836 420	143 877	10 575	969 722
ACTIF IMMOBILISE	1 062 732	148 052	10 575	1 200 209

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations incorporelles sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, soit de 2 à 5 ans.

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	4 176	143 877	148 052
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	4 176	143 877	148 052
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service		10 575	10 575
Diminutions de l'exercice		10 575	10 575

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 543 329 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	9 976		9 976
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 930 280	3 723 542	206 738
Autres	456 878	456 878	
Charges constatées d'avance	146 195	146 195	
Total	4 543 329	4 326 615	216 714
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACT. À ÉTABLIR	252 969
FOURN. AVOIRS À RECEVOIR	305
IJ CPAM À RECEVOIR	41 720
ASP À RECEVOIR	173
PRODUITS À RECEVOIR	30 301
Total	325 469

PRODUITS A RECEVOIR :

Des subventions à percevoir sont inscrites en comptes au 31/12/2024, elles concernent :

- CAF = 175 478.72 €
- ETAT autres subventions = 26 187.50 €
- REGION = 11 478.98 €
- PMA = 38 544 €
- CONSEIL DEPARTEMENTAL = 28 000 €

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	153 950	206 738	153 950	206 738
Total	153 950	206 738	153 950	206 738
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		206 738	153 950	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise				
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	1 463 594	-45 176		1 418 418
Report à Nouveau	176 589			176 589
Résultat de l'exercice	-45 176	39 800	-45 176	39 800
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	3 437	44 755	12 069	36 123
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs	518 669	270 295	518 669	270 295
Total fonds associatifs	2 117 114	309 674	485 563	1 941 225

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	165 647	71 657	67 068		170 237
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	922 227	67 296			989 523
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	167 483	165 303	31 874		300 912
Total	1 255 357	304 256	98 941		1 460 672
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		304 256	98 941		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 492 120 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	114 199	19 617	82 927	11 654
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 792	1 792		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 839 952	1 839 952		
Dettes fiscales et sociales	1 473 599	1 473 599		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	669 277	669 277		
Produits constatés d'avance	393 301	393 301		
Total	4 492 120	4 397 539	82 927	11 654
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	19 191			
(**) Dont envers les associés	174			

Charges à payer

	Montant
FOURN. FACT. NON PARVENUES	403 637
INTÉRÊTS COURUS / EMPRUNTS	84
CONGÉS À PAYER	570 210
PROV. CHARGES / CONGÉS PAYÉS	264 341
ASP À REVERSER	134
Total	1 238 405

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	146 195		
Total	146 195		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS D AVANCE ACTIVITÉS	393 301		
Total	393 301		

Fonds dédiés

FONDS DEDIES AU 31/12/2024

ACTIONS	MONTANT FONDS DEDIES
Houtaud projet color run	700
MA Exincourt projet handi	17 169
MA Saint Hippolyte aménagement	5 000
Label Vie	5 551
Les mercredis qui sauvent	6 192
Des repas pour faire société	2 000
Mix Music 2025	4 500
Théâtre - Troupe Ados	9 000
Gamelan - Musique à St Hip	6 000
Tournée d'été - Spectacles	33 944
Les Francas partent en live	4 000
Projets en partenariat collectivité	35 287
Les mardis guinguettes	34 901
Séjour à paris	3 231
Loisirs inclusifs	6 000
Séjours Ados	11 523
Projet humanitaire Ados	2 500
Les pages du temps	11 600
Galerie des sourires	14 628
La voyage des 2 vallées	5 000
Coup de pouce	7 666
Laïcité et valeurs de la République	12 500
Séjour Doubs	6 445
Festi*Jeux	7 960
Mercredis qui sauvent	7 083
Ateliers Numérique	9 916
total	270 295